GÉRARD CHOLVY

LA RESTAURATION CATHOLIQUE EN FRANCE AU XIXe SIÈCLE (1801-1860)

Orientée principalement sur ses aspects institutionnels, et très particulièrement les relations Église-État, l'étude de la restauration catholique en France au XIXe siècle est en voie de profond renouvellement depuis que Gabriel Le Bras et ses disciples ont mis l'accent sur une « histoire du peuple chrétien » fondée sur la sociologie religieuse et l'histoire des mentalités [1]. Mais ce renouvellement n'est guère encore parvenu à modifier le schéma communément admis du « processus irréversible » de déchristianisation qu'aurait connu la France depuis la fin de l'Ancien Régime [2]. Une historiographie « libérale » — donc peu sympathique aux croyances catholiques [3] — et trop « parisienne » a

1. Dernière affirmation de cette orientation dans les directives adressées en 1975 par J.-R. PALANQUE et B. PLONGERON aux collaborateurs de la collection *Histoire des diocèses* de France, lancée en 1959 et publiée actuellement chez Beauchesne.

2. De récentes synthèses d'histoire générale — M. AGULHON, P. SORLIN — y sacrifient encore. De même Mgr J. LESTOCQUOY, *La vie religieuse en France du VIIe au XXe siècle*, Paris, 1964, p. 276 sq.

3. Elle reposait sur les méthodes universitaires d'une école française tout à la fois attachée *aux faits* et considérant comme un *progrès absolu* les apports idéologiques du siècle des Lumières et de la Révolution (DEBIDOUR, SEIGNOBOS). Elle n'avait guère en face d'elle qu'une « historiographie de salons » procédant d'un genre plus littéraire que véritablement historique ; ou que les représentants d'un clergé érudit plus soucieux d'apologétique que de vérité historique. Dans cet ordre d'idées il serait intéressant d'étudier toute la production consacrée à l'histoire de l'Église en comparant deux revues aussi différentes d'esprit que la *Revue historique* et la *Revue des questions historiques*.

déformé de façon durable une réalité complexe. C'est le docteur Villermé qui, dès 1840, s'en étonne : « Il n'est point vrai que la religion ne soit plus partout en France qu'un vain mot et que dans les campagnes même elle ait perdu son empire. Cela peut être à Paris et autour de cette capitale. Mais... on s'exagère beaucoup les progrès de l'irréligion en France. » Les premiers travaux de sociologie religieuse historique consacrés à des populations en grande partie détachées de l'Église — l'Eure-et-Loir du chanoine Sevrin, le Loiret de Christianne Marcilhacy — ont, d'autre part, semblé confirmer l'interprétation dominante[4] alors que les récents progrès de la recherche[5] conduisent à réviser des affirmations fondées sur une connaissance trop approximative de l'évolution des mentalités. Ils invitent à ne pas mésestimer le vaste effort de réorganisation entrepris par l'Église concordataire, en particulier sous la Monarchie de Juillet. Cette époque fut loin d'être, comme on le croyait encore voici peu, celle d'un reflux du catholicisme.

Nous nous proposons donc, sans négliger les aspects institutionnels de la question[6], de présenter ici les perspectives les plus récemment renouvellées par l'historiographie contemporaine, qu'il s'agisse des conséquences de la crise révolutionnaire, de l'effort de reconquête entrepris dès le Concordat et des résultats de cette action pastorale.

Le point de départ est évidemment lié à la réorganisation concordataire. On peut discuter davantage du *terminus ad quem*. Nous proposons la date de 1860 qui constitue à différents égards

4. Ainsi que le constate le doyen A. LATREILLE, *Histoire du catholicisme en France*, t. III, *La période contemporaine,* Paris, 1962, pp. 360-361.

5. Ainsi les travaux sur les diocèses de Marseille (Mgr LEFLON), Annecy (DEVOS), Besançon (HUOT-PLEUROUX), Arras (HILAIRE), Nantes (FAUGERAS), Angers (GAZEAU), Vannes (LANGLOIS), nos propres recherches sur Montpellier, Mende, Rodez... On ne méconnaîtra pas dans cette vision nouvelle le rôle joué par l'ouverture des archives diocésaines, de congrégations ou d'œuvres. Bien des travaux antérieurs restent tributaires des seules archives publiques (ainsi l'excellente thèse de J. MAURAIN, *La politique ecclésiastique du Second Empire de 1852 à 1869,* Paris, 1930).

6. Largement abordés dans les travaux classiques de J. LEFLON, *La crise révolutionnaire,* t. XX de l'*Histoire de l'Église* (Fliche et Martin), 1949, 524 p., R. AUBERT, *Le pontificat de Pie IX,* 1952, 2e édit. 1963 et Ch. POUTHAS, *L'Église et les questions religieuses sous la Monarchie constitutionnelle, 1814-1848,* C.D.U. rééd. 1961, 298 p.